

Point de Presse du Conseil d'Etat

30 mai 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat
M. Charles Beer, conseiller d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	3
Félicitations adressées à Mme Navanethem Pillay, Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, au Dr Margaret Chan, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, et à M. Guy Ryder, directeur général élu du Bureau international du travail.....	
Genève-Confédération	4
Apprentissage des jeunes sans statut légal : réponse à la consultation fédérale	
Mensuration officielle: signature de conventions-programmes pour 2012-2015.....	
Genève	6
Entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les bourses et prêts d'études.....	
Modification du règlement de l'enseignement primaire	
Impôt sur les chiens : adaptation du règlement suite à la nouvelle loi votée en 2011.....	
Allocations familiales : le droit fédéral ne permet pas la constitution d'une caisse unique	
Projet pilote dans le cadre d'une politique cantonale de lutte contre le surendettement.....	
Extension du champ d'application de la convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment à Genève.....	
Le tir des sangliers à nouveau autorisé pour deux ans	
Renouvellement du contrat de prestation en faveur d'AgriGenève	
Soutien financier aux associations Camarada et Centre de Contact Suisses-Immigrés.....	
Aides financières à divers organismes actifs dans le domaine culturel.....	
Solidarité internationale : aide à différents projets.....	
Nouveaux élus municipaux à Onex, Chêne-Bourg et Bellevue	
Agenda des invitations à la presse	12

Genève internationale

Félicitations adressées à Mme Navanethem Pillay, Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, au Dr Margaret Chan, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, et à M. Guy Ryder, directeur général élu du Bureau international du travail

Le Conseil d'Etat a adressé ses félicitations à Mme Navanethem Pillay, Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, suite au renouvellement par l'Assemblée générale de l'ONU de son mandat pour deux ans. Mme Pillay est entrée en fonction en 2008.

Le gouvernement a également adressé ses félicitations au Dr Margaret Chan à la suite de la décision prise par l'Assemblée mondiale de la santé de la reconduire dans ses fonctions à la tête de l'Organisation mondiale de la santé pour un second mandat de cinq ans à compter du 1^{er} juillet prochain. Mme Chan est entrée en fonction en 2006.

Enfin, le Conseil d'Etat a adressé ses félicitations à M. Guy Ryder, élu directeur général du Bureau international du travail. Actuel numéro deux de cette organisation, il prendra ses nouvelles fonctions au mois d'octobre prochain pour un mandat de cinq ans.

Le gouvernement est convaincu que les bonnes relations qui ont toujours existé entre les trois organisations concernées, dont le rayonnement contribue à la renommée de la Genève internationale, et les autorités genevoises, se poursuivront sous leur mandat.

Apprentissage des jeunes sans statut légal : réponse à la consultation fédérale

Le Conseil d'Etat a répondu à la procédure de consultation menée par le Département fédéral de justice et police s'agissant de l'adaptation de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA). Cette proposition concerne la délivrance de permis de séjour aux jeunes bénéficiant d'un contrat d'apprentissage après avoir suivi cinq années de scolarité obligatoire en Suisse.

Le Conseil d'Etat soutient globalement la solution proposée qui doit permettre un traitement équitable des demandes d'autorisation de séjour dans tous les cantons, dont la pratique peut aujourd'hui être fort diverse. De même, il soutient le principe que le jeune candidat à une formation professionnelle duale puisse être régularisé, ainsi que sa famille, s'il donne les garanties suffisantes d'intégration. Ces garanties sont données aux conditions prévues par le projet du Conseil fédéral, à savoir avoir accompli cinq années de scolarité obligatoire en Suisse.

Cependant, le gouvernement signale que cette modification pourrait entraîner de nouvelles situations d'inégalité de traitement, aux dépens de jeunes sans statut légal candidats à une formation post-obligatoire ou professionnelle en milieu scolaire, qui ne bénéficieraient pas de la régularisation, réservée aux personnes en formation duale et à leurs familles. Cette inégalité de traitement risquerait de conduire des jeunes à choisir une voie (la formation duale) non pas en raison de leurs aptitudes, mais des perspectives de régularisation facilitée qu'elle ouvre pour eux et leurs proches. Résoudre cette inégalité en ouvrant la possibilité d'une régularisation facilitée à tous les jeunes ayant accompli cinq années de scolarité obligatoire en Suisse, par contre, pourrait avoir d'autres effets pervers. C'est pourquoi le Conseil d'Etat suggère vivement que soient instaurées des mesures de contrôle pour éviter que cette modification d'ordonnance conduise à des effets pervers plus importants que ceux qu'elle entend combattre, à savoir un effet « d'appel d'air » comme celui qui a été observé dans d'autres pays ayant procédé à des régularisations massives.

Pour tout renseignement complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de l'emploi, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Mensuration officielle: signature de conventions-programmes pour 2012-2015

Le Conseil d'Etat a signé une convention-programme pour la mensuration officielle couvrant la période 2012-2015, dans le cadre de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Cette convention fixe des objectifs de réalisation de la mensuration officielle.

Les travaux entrepris dans le cadre de cette convention ont pour but la mise à disposition de données géo-référencées complètes, actuelles, cohérentes et homogènes, non seulement pour le territoire genevois mais également sur l'ensemble du territoire helvétique. Les données géo-référencées de la mensuration officielle du

canton constituent une part irremplaçable de l'Infrastructure nationale des données géographiques et du système d'information du territoire genevois.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIM, ☎ 022 546 72 01.

Entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les bourses et prêts d'études

A l'occasion, le 1^{er} juin prochain, de l'entrée en vigueur de la nouvelle [loi cantonale sur les bourses et prêts d'études](#), le Conseil d'Etat confirme sa volonté de mener une politique résolument active en faveur de la formation dans le canton. Il souhaite également moderniser un système de bourses devenu au cours du temps obsolète et inadapté en réaffirmant deux principes fondamentaux de l'aide en faveur des personnes : la priorité de la bourse sur les prêts d'une part et le principe de subsidiarité de l'intervention de l'Etat par rapport à l'effort de soutien incombant aux familles et aux étudiants eux-mêmes d'autre part.

Cette nouvelle loi introduit plusieurs innovations très importantes :

- elle supprime l'inégalité qui existait précédemment entre les jeunes en formation gymnasiale et les jeunes en formation professionnelle. Un même système et une seule loi sont désormais applicables à tout le monde et les jeunes en formation professionnelle ne seront plus désavantagés. Il en résulte une bien meilleure visibilité des aides financières et de leur condition d'octroi pour encourager la formation.
- elle s'adapte à l'évolution actuelle des filières d'études en tenant compte de la réforme de Bologne et en appliquant le principe de mobilité des étudiants. Désormais, l'étudiant aura le choix de son lieu de formation en Suisse ou à l'étranger, même s'il opte pour une filière déjà enseignée à Genève. C'est une opportunité qui n'existait pas jusqu'à maintenant.
- elle introduit un nouveau système d'octroi des bourses fondé non plus sur des barèmes prédéfinis mais sur la détermination des besoins financiers de la personne en formation en regard du coût de la formation et du revenu de la famille. Il en résulte une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des personnes et de leur situation personnelle et familiale.
- le montant annuel maximal des bourses sera de 12'000 francs pour les formations du post-obligatoires et 16'000 francs pour les études tertiaires. La prise en compte du revenu se fera conformément aux exigences de la loi cantonale sur le revenu déterminant le droit aux prestations sociales (revenu déterminant unifié).
- enfin, grâce à cette nouvelle loi, le canton de Genève a pu adhérer au mois de février dernier à l'accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études en adoptant un système identique aux autres cantons, tant en termes de mode de calcul des bourses et prêts d'études qu'en termes des principes qui sont appliqués.

Le service des allocations d'études et d'apprentissage (SAEA) change de dénomination et devient le service des bourses et prêts d'études (SBPE). Il est rattaché à l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC).

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21.

Modification du règlement de l'enseignement primaire

Afin de prendre en compte les nouvelles modalités d'évaluation consécutives à l'introduction de plan d'études romand (PER) et de HarmoS en 3^e et 6^e années primaires à la rentrée 2012, le Conseil d'Etat a modifié les dispositions du règlement de l'enseignement primaire. Ces modifications sont relatives au type de formalisation des appréciations utilisées dans l'information aux parents, à la fréquence de cette information selon les disciplines, ainsi qu'aux disciplines ou groupes de disciplines pris en considération.

Pour tout complément d'information : Mme Isabelle Vuillemin, directrice du service de l'enseignement et de la scolarité, DIP, ☎ 022 546 75 35.

Impôt sur les chiens : adaptation du règlement suite à la nouvelle loi votée en 2011

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de diverses dispositions de la loi générale sur les contributions publiques, relative à l'impôt sur les chiens. Cette adaptation fait suite à la modification de la loi générale sur les contributions publiques, acceptée en votation populaire le 27 novembre 2011, qui a réformé le mode de perception de l'impôt sur les chiens.

En vertu de ce texte, l'administration fiscale cantonale est désormais chargée de taxer et de percevoir l'impôt sur les chiens au moyen de bordereaux envoyés à leurs détenteurs. Ces bordereaux, établis sur la base des informations du service de la consommation et des affaires vétérinaires, seront expédiés à la mi-juin 2012.

Le nouveau mode de perception de l'impôt sur les chiens nécessitait une adaptation des quelques dispositions du règlement d'application de la loi. Étant donné que celle-ci décrit de manière relativement complète les modalités de taxation et de perception de l'impôt, les nouvelles dispositions réglementaires sont limitées.

Il s'agit en particulier de préciser que la commune déterminante pour la perception des centimes additionnels est la commune de domicile du détenteur au moment de la taxation – même en cas de déménagement dans le canton en cours d'année –, de définir les modalités du calcul de l'impôt et du remboursement du trop-perçu en cas de fin de détention ou de départ du détenteur hors du canton en cours d'année fiscale, et de prévoir que les détenteurs de chiens exonérés d'impôt en vertu de la loi doivent néanmoins acquitter un émolument de cinq francs pour la perception des taxes destinées à lutter contre les épizooties et à la couverture des dommages provoqués par les chiens errants.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Allocations familiales : le droit fédéral ne permet pas la constitution d'une caisse unique

Le Conseil d'Etat a rendu son rapport à une [motion](#) du Grand Conseil qui proposait une modification de la loi sur les allocations familiales afin de simplifier la situation administrative des personnes alternant fréquemment emploi et chômage.

Après consultation de l'Office fédéral des assurances sociales, il s'avère toutefois que l'application des propositions contenues dans la motion, notamment la création d'une caisse centralisée d'allocations familiales, contreviendrait au droit fédéral.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Projet pilote dans le cadre d'une politique cantonale de lutte contre le surendettement

En réponse à une [motion du Grand Conseil intitulée « Pour la mise en place d'une politique cantonale de lutte contre le surendettement »](#), le Conseil d'Etat a présenté un bref bilan, après six mois de fonctionnement, du programme cantonal de lutte contre le surendettement (PCLS) lancé le 1^{er} septembre dernier. Ce projet pilote, prévu sur trois ans, comporte un dispositif de détection et d'intervention précoces dont les premiers résultats sont très encourageants. Une plateforme de coordination cantonale a également été mise en place et a d'ores et déjà formulé quelques recommandations visant à compléter les actions existantes dans le domaine.

Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur chargé des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.

Extension du champ d'application de la convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment à Genève

Le Conseil d'Etat a décidé de proroger l'extension du champ d'application de la convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment à Genève. Elle court jusqu'à l'échéance de la convention collective de travail, soit jusqu'au 31 décembre 2012.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra de consolider la protection sociale de l'ensemble des travailleurs de la branche. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} juillet prochain.

Pour tout renseignement complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE ; ☎ 022 388 29 29.

Le tir des sangliers à nouveau autorisé pour deux ans



Compte tenu du potentiel de dégâts que peuvent occasionner les sangliers aux cultures dans certaines régions du canton et de l'impossibilité de prévenir complètement ces dommages par des mesures préventives, le Conseil d'Etat a décidé d'autoriser à nouveau, pour deux ans, le tir des sangliers afin de maintenir leurs effectifs à un niveau supportable.

Ces tirs seront effectués exclusivement par les agents de la direction générale de la nature et du paysage. Ils seront adaptés en fonction de la situation, avec l'aval de la sous-commission de la faune de la commission consultative de la diversité biologique. Pour mémoire, la chasse est interdite à Genève depuis 1974.

*Pour toute information complémentaire : M. Gottlieb Dändliker, inspecteur cantonal de la faune, DIM,
☎ 022 388 55 01.*

Renouvellement du contrat de prestation en faveur d'AgriGenève

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant une indemnité de 860'000 francs à AgriGenève pour la période 2013-2016. Le contrat de prestation, annexé au projet de loi, est destiné à soutenir les activités de conseils techniques et de formation dispensés par cet organisme aux agriculteurs.

En agriculture, les efforts permanents de vulgarisation et de formation sont justifiés par l'évolution rapide et constante des enjeux, des techniques et de la législation. Parmi les enjeux, on peut mentionner les exigences nouvelles en matière de qualité et de sécurité des aliments, la nécessité de réduire les impacts environnementaux, ou encore la volonté de mieux prendre en compte la biodiversité.

Au niveau des techniques, outre les nouvelles variétés et matières actives phytosanitaires, les professionnels se doivent d'intégrer les innovations développées par la recherche agronomique, comme par exemple les techniques de lutte biologique ou l'utilisation des modèles épidémiologiques prévisionnels.

Enfin, il est impératif d'amener à la connaissance des agriculteurs les évolutions régulières de la législation: surveillance des organismes de quarantaine, prestations écologiques requises, normes et contraintes relatives à l'utilisation des produits de protection des végétaux.

Le nouveau contrat de prestations signé avec AgriGenève prévoit une promotion de la culture biologique, un mode de production qui a les faveurs des consommateurs et de la population, mais qui exige une très haute maîtrise technique de la part des agriculteurs. Il inclut également un soutien à la mise en place de réseaux agro-écologiques, un aspect important du nouveau programme de politique agricole en préparation au niveau national.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Delabays, responsable du secteur phytosanitaire et agronomie générale, direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.

Soutien financier aux associations Camarada et Centre de Contact Suisses-Immigrés

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi accordant, pour les années 2012 à 2015, le renouvellement d'une aide financière monétaire et non monétaire aux associations Camarada et Centre de Contact Suisses-Immigrés, et ratifiant les contrats de prestations négociés avec ces associations. Ces deux associations à but non lucratif, actives dans le domaine de l'intégration des personnes migrantes respectivement depuis respectivement 29 et 37 ans, sont des partenaires privilégiés pour la réalisation des objectifs de la [loi genevoise sur l'intégration des étrangers](#).

L'aide financière monétaire annuelle de 290'000 francs attribuée à l'association Camarada servira à offrir aux femmes migrantes à risque d'exclusion des formations adaptées pour l'apprentissage de la langue française orale et écrite d'une part, et, d'autre part, à leur permettre l'acquisition de compétences de base utiles à la vie quotidienne et la connaissance du fonctionnement de la société genevoise. En outre, cette aide est destinée à financer la mise sur pied d'actions de prévention et de socialisation favorisant l'intégration de cette population spécifique.

Le Centre de Contact Suisses-Immigrés bénéficiera quant à lui d'une aide financière monétaire et non monétaire annuelle de 378'612 francs destinée à offrir aux personnes migrantes une large palette de prestations incluant des services d'information, de conseil et d'accompagnement, et ce dans divers domaines tels que le séjour, les assurances sociales, l'école et la formation post-obligatoire, la petite enfance, la santé et les questions de genre. Par ailleurs, cette aide permettra de sensibiliser et d'informer la population et les acteurs locaux des réalités et des enjeux de l'immigration.

*Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, DSPE,
☎ 022 546 74 80.*

Aides financières à divers organismes actifs dans le domaine culturel

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 105'000 francs répartie entre les trois organismes culturels suivants :

- l'Association Ballet Junior, organisée en association à but non lucratif, recevra 35'000 francs. Cette somme est destinée à la création et à huit représentations des spectacles MIX4 et MIX5 ;
- la Compagnie 100% Acrylique, organisée en association sans but lucratif, recevra quant à elle 40'000 francs. Ce montant contribuera à la création et aux représentations du spectacle « Electronic City » ;
- enfin, l'Association Grütli Productions, organisée en association à but non lucratif, recevra 30'000 francs. Cette somme permettra la création du spectacle « Contre le progrès, Contre la démocratie, Contre l'Amour ».

Par ces aides ponctuelles, destinées à des projets précis, le gouvernement entend soutenir les acteurs culturels dont les créations contribuent à assurer la diversité culturelle au bénéfice de la population du canton.

*Pour tout complément d'information : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP ;
☎ 022 546 66 70.*

Solidarité internationale : aide à différents projets

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 454'000 francs pour la période 2012 - 2014 à l'association Krousar Thmey (Nouvelle Famille) pour la mise en oeuvre au Cambodge d'un programme destiné à donner une éducation adaptée à des enfants sourds, aveugles ou malvoyants et à promouvoir leur intégration. Ce programme est destiné à soutenir des écoles spécialisées dans la prise en charge de ces handicaps ; il est axé sur l'autonomie et une intégration rapide des bénéficiaires avec les autres élèves. L'initiative est soutenue par l'Education nationale cambodgienne.



L'aide est aussi axée sur la formation des professeurs (éducation spécialisée). Les enseignants apprennent à adapter les leçons aux enfants handicapés et à gérer une classe d'enfants sourds ou aveugles, le but étant de savoir répondre aux besoins spécifiques des jeunes en matière d'éducation.



Par ailleurs, le gouvernement a octroyé la somme de 200'000 francs à la Fondation Hirondelle en République Centrafricaine afin de soutenir le projet de radio communautaire Radio Ndeke Luka. Cette radio a lancé ses programmes en mars 2000. Elle s'est depuis lors imposée comme le média de référence dans le pays. Ancrée dans une mission d'intérêt général, Radio Ndeke Luka contribue au débat démocratique et s'avère être un élément de cohésion et d'équilibre dans le dialogue entre le pouvoir et la population.

La demande actuelle concerne la consolidation de la radio pour permettre une information à large échelle et une participation citoyenne dans un pays en construction démocratique.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Nouveaux élus municipaux à Onex, Chêne-Bourg et Bellevue



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme Marisa LIOTTI-CALÒ élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale dans la commune d'Onex. Elle remplace M. Michaël Girardot, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « MCG - Mouvement Citoyens Genevois ».

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a proclamé Mme Isabelle NEUDER élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale dans la commune de Chêne-Bourg. Elle remplace M. Carl-André Spillmann, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « Parti Démocrate-Chrétien ».



Enfin, le Conseil d'Etat a proclamé M. Jean-Jacques CARTIER élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Bellevue. Il remplace M. Ruben Jimenez, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « Entente Libérale ».

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
31 mai 15h00	Lancement du projet de développement régional pour l'agriculture genevoise 2012-2018	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
14 juin 11h30	Vernissage du concours d'espaces publics de la halte CEVA de Carouge-Bachet	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 96 24 ou 076 313 01 25
15 juin 11h00	Développement durable : cérémonie de remise de la bourse, du prix et des distinctions cantonales 2012	Ecurie des Vues Coppet (accès par le chemin du Parc, 1297 Founex)	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42
5 juillet 18h00	Inauguration de l'exposition « Regards sur nos rivières »	Espace SIG du pont de la Machine, Genève	DIM	Leyla Caragnano Rosatti ☎ 022 546 76 14